

<https://pierre-alainmillet.fr/Du-local-au-global-penser-pour>



Penser global, agir local ?

# Du local au global, penser pour agirâ€!

- DHD -

Date de mise en ligne : samedi 11 juillet 2015

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

Depuis des années, on entend souvent cette maxime que la répétition conduit à considérer comme une évidence naturelle, indiscutable. .. « penser global, agir local ». Utilisée le plus souvent pour des questions environnementales, elle se comprend comme le fait que ces enjeux sont globaux, mondiaux, et qu'il faut agir partout, là où on est, donc localement.

J'ai toujours été méfiant de cette formule, comme de toutes les formules courtes qui ont toujours un côté un peu marketing, du genre « *Faire du ciel, le plus bel endroit sur terre* » d'un transporteur aérien. Mais ma méfiance venait surtout de son usage fréquent dans des discours qui semblent responsabiliser le citoyen en lui parlant de « gestes utiles », mais qui masquent souvent des questions de politiques générales et donc de fait le désresponsabilise !

Résultat, je ne savais pas trop s'il fallait s'en servir ou la critiquer. Mais au hasard d'une marche à pied, une autre formule m'est venue. Il suffit d'inverser les mots pour poser la bonne question.

## Du local au global, penser pour agir

Et d'avoir reformulé ainsi conduit à poser à la première formule les deux questions qui turent. S'il faut penser global et agir local, faut-il ne pas penser local et ne pas agir global ?

De fait, la formule nous invite à « penser », donc discuter des grands sujets à un niveau général, le plus souvent déconnecté des questions concrètes telles qu'elles peuvent être vécues, ou traduites en décisions, puis à « agir » localement, donc sans peser sur les décisions qui nous dépassent, celles que les pouvoirs politiques prennent et qui sont le plus souvent « nationales ».

Il faudrait 'penser« les émissions de gaz à effet de serre, l'exigence de »sauver la planète« , discuter des banquises et des glaciers, du niveau des mers et des accidents météorologiques, des pollutions urbaines et de l'agriculture industrielle. Mais il ne s'agit pas d'un débat politique, d'un choix de société qu'il faudrait traduire en programme politique à soumettre au débat démocratique pour peser sur les changements politiques ! Il s'agit plutôt de (se) motiver sur des questions générales, pour changer (ses) des comportements individuels, peut-être en petits groupes, car ce sont nos comportements qui seraient à la source des problèmes environnementaux. Il faudrait arrêter de prendre sa voiture, économiser l'énergie, moins consommer de viandes, réutiliser l'eau dans plusieurs usages successifs, acheter bio en circuits courts. Et tous ces comportements relèvent d'abord d'une décision individuelle, et donc chacun pourrait »facilement« agir. Et si cela conduit à exiger des collectivités locales qu'elles favorisent ces comportements, c'est, avec beaucoup de communication sur les enjeux »globaux« , pour pousser plus de citoyens à de tels comportements »eco-responsables".

**Pourtant, entre le local et le global, n'y a-t-il pas des politiques nationales ?**

- Qui rend possible de **réduire la part modale de l'automobile** dans les transports sinon les politiques de développement des transports en communs, fortement dépendantes de politiques nationales [1], transports publics qui par ailleurs reposent sur l'énergie électrique et dont le développement est donc un facteur d'augmentation de la consommation électrique ?
- Qui rend possible de **diversifier les productions agricoles** et d'organiser leur distribution pour mettre à

disposition de tous, à des prix accessibles, des alimentations variées, garantissant ainsi à tous le droit de manger de la viande, quand tant de familles n'en mangent que rarement, tout en donnant accès et envie à manger plus de poissons, de protéines végétales ?

- **Qui organise des réseaux d'eaux et d'assainissements efficaces**, sans mélanger eaux de ruissellements et eaux sales, retraitant totalement les eaux sales comme on sait le faire aujourd'hui, y compris en cas d'orages faisant déborder les réservoirs, répondant au vrai problème de l'eau qui n'est pas les réserves d'eau [2], mais son traitement et sa distribution pour garantir l'accès à l'eau potable ?
- **Qui peut assurer le droit à une énergie propre**, dé-carbonée, efficace et accessible sinon un véritable service public national de l'énergie, une véritable politique nationale d'isolation thermique des bâtiments, un service public assurant un réseau de transport et de distribution électrique efficace, minimisant les pertes, et assurant la stabilité, ce qui suppose de réguler production et consommation ?
- **Qui décide des « politiques agricoles »** dont on sait qu'elles ont bousculé les organisations agricoles historiques à coup de subventions massives, dont souvent les plus gros étaient les principaux bénéficiaires et qui nous ont conduit à cette situation ubuesque, la majorité de la consommation bio est importée ? Qui peut faire évoluer rapidement l'agriculture vers une agriculture limitant les intrants, assurant au maximum une production en circuits courts, organisée à l'échelle régionale, et assurant l'auto-suffisance nationale ?

Bien sûr, toutes ces questions sont des questions « politiques », qui se posent au niveau national, qui doivent donc être « pensée » et « agie » au niveau nationalâ€

La formule « penser global, agir local » prend alors un sens bien particulier dans notre société mondialisée où tout est connecté, où les débats sont pour la majorité des habitants, médiatisés par quelques réseaux globaux [3]. Elle a pour effet d'éviter de poser les questions qui fâchent, celles qui mettraient en cause les dirigeants économiques et politiques. Elle a l'immense avantage pour les gouvernants de cantonner le citoyen dans un rôle sans impact politique, et même mieux, un rôle qui favorise les débats, voire les conflits entre citoyensâ€ Ah, ce méchant agriculteur qui utilise des produits chimiques pour éliminer l'ambrosieâ€ Oh, ce méchant agriculteur bio qui refuse de traiter et laisse l'ambrosie se développer dans son champ péri-urbainâ€ On pourrait multiplier les exemples, sans compter tout ce qui est lié aux incivilités et délits qui viennent perturber les efforts pour la qualité de la collecte, du tri sélectif, du recyclage !

En étant très sévère, on pourrait dire que cette formule a un rôle doubleâ€ **parler pour ne rien changer, s'occuper pour ne rien penserâ€**

Bien sûr cette critique est exagéréeâ€ Le citoyen qui s'intéresse aux questions environnementales et qui tente d'agir localement va être confronté à des questions parfois complexes, à des décisions avec d'autres, à des élus locaux impliqués dans des politiques publiques locales de transport, de commercesâ€ Et donc, il peut progressivement poser des questions politiques qui vont le conduire à s'intéresser aux politiques nationales, il va donc se mettre à « penser local pour agir national »â€ On n'agit pas impunément sans que cela n'influence sa réflexion, sa participation aux débats ! Agir local, conduit aussi à penser !

## penser pour agirâ€la pensée au travail !

Mais des milliers d'êtres humains ont longuement regardé le ciel en étant convaincu que le soleil tournait autour de la terre. Il a fallu de longs et douloureux exercices de pensée pour arriver à comprendre que c'était l'inverse. Et c'est vrai de toutes les questions qu'on peut se poser à propos des systèmes sociaux, économiques, humains d'autant que non seulement, il ne suffit pas de regarder pour comprendre, mais qu'en plus, certains fabriquent en permanence de fausses images pour détourner, tromper, orienter le regard ! Les pouvoirs dominants ont d'énormes moyens médiatiques, idéologiques, publicitaires pour construire des représentations du monde qui rendent

impossible à une personne, et même à un groupe de le « comprendre pour le transformer », sans un effort collectif de recherche au sens propre, une recherche appliquée dont la seule vérité est dans l'expérimentation politique et sociale, bref, dans la pratique du changement de société, dans ce qu'il faut bien appeler par son nom, la politique, si décriée tant elle semble se confondre avec le jeu des places, des bons mots et des promesses !

Il faut donc des débats « politiques », c'est à dire des débats qui portent des « points de vue », des positions qui ne sont pas dans l'éther des idées éternelles, mais dans la glaise des conflits sociaux, économiques, politiques. Bref, des débats où il faut « prendre parti », bien sûr pour l'intérêt général, contre des intérêts particuliers, mais pas seulement. Il faut parfois savoir qui défendre en priorité : les plus pauvres ? tout le monde ? Il faut prioriser les sujets, on ne peut tout traiter en même temps, et pourtant tout est dépendant de tout, on ne peut traiter de l'eau sans traiter des déchets, du transport sans l'énergie.

Et ce débat d'idées est un combat dans lequel il y a des intérêts, des « lobbys » comme on dit, mais qui ne sont pas uniquement ceux que les médias mettent en avant, au contraire. Ils se cachent souvent derrière des idées à la mode, se présentent, comme les nouveaux gourous des réseaux sociaux US, comme de jeunes innovateurs souriants et charitablesâ€ Qui a intérêt aux tarifs de rachat de l'électricité verte et aux primes fiscales : ceux qui ont des toits pour accueillir des panneaux photovoltaïques ? Et ceux plus nombreux, qui ont une facture EDF y compris aux tarifs sociaux ? Qui réduit les émissions de gaz à effet de serre dans la production électrique ? Le photovoltaïque ou l'éolien dont l'intermittence conduit à les compléter par des énergies fossiles, charbon ou gaz ? Qui contribue le plus à la réduction des intrants dans l'agriculture. Le producteur bio qui cherche les marchés haut de gamme dans les centres urbains à fort pouvoir d'achat, ou l'agriculteur « raisonnable » qui produit en volume à bas prix ?

Si on ne « pense » pas les actions locales, si on se contente de répéter des discours généraux, sans partir du concret, on peut produire l'effet complètement inverse de l'objectifâ€ Ainsi des propositions de collecte des déchets avec facturation « au poids ». Quand on connaît les difficultés de la collecte en zone urbaine, et notamment des problèmes de non respect des règles de présentation de bacs, des effets de report des dépôts sur des bacs voisins, des problèmes de « fouille » de bacs pour y rechercher des réutilisables, on mesure que tant que l'organisation de la collecte n'a pas atteint une certaine maturité, la redevance incitative au poids peut aggraver les tensions entre les habitants civiques et les inciviques, et devenir inapplicable. Et à l'inverse, dans une situation « parfaite », à quoi sert cette facturation au poids, couteuse en terme d'installation et sans valeur ajoutée du point de vue de la mission de service public ?

De fait, la « pensée » n'est pas une activité simple, qui peut se passer du réel, du concret, et du donc du rapport aux pratiques concrètes, à l'expérience. La « pensée » est un travail qui n'a rien de « naturel ». C'est un des apports du marxisme au mouvement général de la connaissance humaine que d'avoir proposé une approche matérialiste des débats d'idéesâ€

Comme l'écrit Vladimir Maïakovski dans son poème [Le poète est un ouvrier](#), le travail des mots est un travail ! Et le travail des idées encore plus, un travail qui demande des outils, des méthodes, forgés au fil des civilisations humaines, et qui ont conduit un certain Karl Marx à s'exclamer il y a Un siècle et demi, « *les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde ; il s'agit maintenant de le transformer.* ». Voilà qui donne à la « pensée » un objectif bien pratique qui ne se réduit pas au local !

## du local au global, l'effet papillon, ou le cadre national ?

L'expérience locale est utile non pas par un « effet papillon » parce-que l'accumulation des effets locaux produirait un

changement global, mais parce-que l'expérience aide les acteurs (ou tout du moins peut les aider s'ils ne se contentent pas de faire, mais cherche aussi à comprendre, à prendre du recul, à comparer et donc à devenir plus capable de peser sur les débats nationaux). En fait, on déforme souvent cette image de l'effet papillon : le battement d'aile d'un papillon en Australie pourrait déclencher des tempêtes en Islande. C'est une très mauvaise vulgarisation de la physique moderne qui dit plutôt qu'il y a des milliards de papillons entre Australie et Islande, et que cela crée un flou, un bougé dirait un photographe, sur toute la photo et donc sur toute la prévision dans un système complexe.

Donc, n'espérons pas en agissant au plan local à créer l'effet papillon, ni même simplement à résoudre le problème par simple accumulation d'effets locaux. Utilisons les actions locales comme des leviers pour des acteurs toujours plus nombreux à expérimenter, apprendre, pour jouer un rôle politique utile sur les actions qui seront décisives, celles globales, que conduisent les états. **Redonnons sa légitimité à la politique comme « science de la vie dans la cité », ce qui nous conduit à identifier le bon niveau, entre local et global, où peut s'exprimer cette légitimité de la politique, et on s'aperçoit vite alors que c'est dans ce cadre « national » si décrié, alors qu'il est au cœur du principe démocratique, qu'on peut « penser et agir » le plus efficacement à une échelle qui marque à la fois les résultats locaux et globaux !**

---

[1] par exemple, l'autorisation du camion de 40 tonnes, directive européenne, au même moment ou le fret ferroviaire disparaît en France

[2] voir mon article sur l'eau : [comment communiquer sans mentir](#)

[3] télévisés ou réseaux sociaux, en fait pour cette discussion, cela ne fait pas vraiment de différence, ils sont justement tous de plus en plus « globaux »